

# ASSEMBLEE GENERALE

## SEPTIEME SESSION

### Documents officiels



Mardi 14 avril 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

## Page

Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et mesures tendant à consolider la paix et l'amitié entre les peuples (A/2229, A/C.1/L.39) [suite] .....	631
---	-----

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

### Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et mesures tendant à consolider la paix et l'amitié entre les peuples (A/2229, A/C.1/L.39) [suite]

[Point 72\*]

1. M. KYROU (Grèce) dit que le ton des discours prononcés à la 594ème et à la 595ème séance par le représentant de l'Union soviétique a été un motif de satisfaction. M. Vychinsky, ainsi du reste que les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, n'a pas prononcé de paroles blessantes ni employé d'épithètes contraires à la diplomatie, ce qui constitue un progrès réel. Il est certain que les vues divergentes des Etats Membres seraient plus aisément rapprochées si elles étaient présentées avec la dignité qui sied aux assemblées internationales.

2. Le discours de M. Vychinsky n'en a pas moins suscité, quant au fond, de graves préoccupations, notamment en raison de l'appui qu'il a apporté au projet de résolution polonais (A/C.1/L.39), inquiétant rappel d'un passé que chacun voudrait oublier. Les propositions que contient ce projet ne sont guère de nature à favoriser l'établissement tant espéré d'une atmosphère internationale meilleure, que pouvaient sembler présager certains événements récents. On est fondé à mettre en doute la sincérité des gestes pacifiques et des déclarations en faveur d'une meilleure compréhension mutuelle, venus récemment du Gouvernement de l'Union soviétique, lorsque l'on voit M. Vychinsky chercher à soutenir que la politique étrangère suivie par son pays pendant sept années de guerre froide a été motivée par les plus pures aspirations pacifiques; en outre, quant on l'entend répéter, avec la même intransigeance, les vieux thèmes sur le désarmement, on ne peut que désespérer du sort des travaux de la Commission du désarmement. Pour réaliser le moindre progrès dans ce domaine, il est indispensable que M. Vychinsky renonce à l'intransigeance dont il fait preuve.

3. Le représentant de la Grèce appuie sans réserve l'analyse lumineuse et pénétrante que le représentant

des Etats-Unis a faite, à la 596ème séance, de la déclaration de l'URSS; toutefois, il tient à formuler quelques observations sur la question de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et sur celle des armements. Si la Grèce maintient ses forces armées à leurs effectifs actuels, après dix années d'hostilités presque ininterrompues qui ont fait des milliers de victimes et ébranlé son économie, c'est uniquement parce que ses voisins qui appartiennent au bloc soviétique non seulement sont armés jusqu'aux dents, mais encore accroissent sans cesse leurs armements. Citant des chiffres relatifs aux forces armées de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie, M. Kyrou soutient que ces Etats entretiennent des effectifs militaires deux ou trois fois plus importants que les contingents autorisés par les traités de paix. Ces chiffres sont l'expression évidente des intentions de ces voisins; aussi le Gouvernement grec se trouve-t-il dans la pénible obligation de maintenir ses forces au complet pour que ces intentions ne se traduisent pas en actes.

4. C'est le même souci qui, sur un plan beaucoup plus étendu, a inspiré la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, en vue de prévenir l'agression et de la combattre le cas échéant. Les buts et les objectifs du Traité de l'Atlantique nord, ainsi qu'il ressort de ses dispositions, notamment de son préambule et de son article premier, sont analogues à ceux qu'énonce la Charte des Nations Unies. Tel n'est pas le cas, cependant, des traités bilatéraux d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération d'après-guerre conclus entre l'Union soviétique, d'une part, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie, de l'autre. Il ne faut pas oublier que ces traités sont entrés en vigueur avant la signature du Traité de l'Atlantique nord et qu'ils ont été complétés ultérieurement par des accords de même nature intervenus entre les pays énumérés ainsi qu'entre l'URSS et la République populaire de Mongolie. La dernière maille de ce réseau serré d'alliances a été le traité conclu entre l'Union soviétique et la Chine communiste dont les dispositions, de l'aveu même de M. Vychinsky, ont permis de fournir des moyens d'action aux agresseurs communistes en Corée.

5. M. Vychinsky a déclaré, à la 594ème séance, qu'il ne cesserait de soulever des questions déjà discutées

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

jusqu'à ce qu'il n'existe plus aucune divergence de vues à leur propos. M. Vychinsky peut être assuré que, pour sa part, la délégation de la Grèce se préoccupe davantage de l'avenir, qu'elle espère meilleur, que du passé. Elle estime, cependant, que des propositions qui s'inspirent des mots d'ordre de la guerre froide ne sont pas de nature à créer un climat d'amitié entre les peuples. Le projet de résolution révisé que présente la délégation de la Pologne (A/C.1/L.39) ne répond pas aux espoirs que les récents événements ont fait naître. Le libellé même de la question dont la Commission est actuellement saisie est un legs du passé. La délégation de la Pologne contribuerait au succès des travaux de la Commission si elle retirait ce projet de résolution. A la vérité, le principal obstacle à la paix est précisément le genre de propagande que représente la proposition polonaise.

6. M. Kyrrou annonce que pour les raisons qu'il vient d'exposer, la délégation de la Grèce ne pourra voter en faveur du projet de résolution de la Pologne, car son adoption aurait pour conséquence de lier à jamais le monde à un passé tourmenté. Elle votera par contre en faveur de toute proposition constructive qui pourrait contribuer à l'édification d'un monde meilleur.

7. M. SARPÉR (Turquie) rappelle que la délégation de l'Union soviétique a soumis à l'Assemblée générale, lors de sa sixième session, un projet de résolution analogue (A/C.1/698) intitulé: "Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et à consolider la paix et l'amitié entre les peuples". Après avoir fait l'objet d'une discussion détaillée, ce projet de résolution avait été rejeté, à l'exception de son sixième paragraphe qui avait trait au désarmement. Ce sixième paragraphe avait été renvoyé, pour examen, à la Commission du désarmement.

8. Le projet de résolution présenté par la délégation de la Pologne vise trois sujets principaux: les hostilités en Corée, le désarmement et l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. A la présente session de l'Assemblée générale, la Première Commission a consacré à peu près la moitié de son temps à l'examen de la question de la guerre de Corée. Les événements qui viennent d'avoir lieu permettent d'espérer que les négociations de trêve seront reprises dans un avenir prochain; or, en ouvrant un nouveau débat sur l'ensemble de la question, on risquerait d'empêcher ces négociations de se dérouler harmonieusement.

9. Les propositions relatives au désarmement que l'on trouve dans le projet de résolution polonais ont, elles aussi, fait tout récemment l'objet d'une discussion détaillée dans le cadre de l'examen du point 17 de l'ordre du jour intitulé: "Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements". L'étude du rapport de la Commission du désarmement (DC/20) a montré nettement que la proposition tendant à la réduction d'un tiers de toutes les forces armées n'aurait pas pour résultat de rétablir l'équilibre entre les forces armées des différents Etats. Ce rapport fait en outre ressortir que la proposition visant à interdire inconditionnellement l'emploi de l'arme atomique et des autres armes de destruction massive n'apporte aucun élément nouveau de nature à fournir des garanties effectives. Ces propositions ont donc été rejetées. La question ayant été réglée, il convient que toute proposition nouvelle relative au désarmement soit soumise à la Commission du désarme-

ment, d'autant plus que celle-ci a été invitée à continuer ses travaux.

10. La troisième partie du projet de résolution polonais, qui attribue des fins agressives à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et invite l'Assemblée générale à déclarer que l'adhésion à cette organisation est incompatible avec la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, n'a aucun rapport avec le caractère véritable de l'OTAN. Les pays qui forment cette organisation se sont groupés à seule fin de défendre leur indépendance contre tout agresseur éventuel. La Charte des Nations Unies reconnaît expressément le droit de tous les Etats Membres d'assurer leur légitime défense, individuellement ou collectivement; en conséquence, les quatorze membres de l'OTAN, en concluant leur pacte, ont non seulement renforcé leur propre sécurité, mais encore favorisé la cause de la paix et de la sécurité internationales. Ils ont ainsi rendu un très grand service à l'Organisation des Nations Unies tout entière, et c'est pourquoi il est difficile de concevoir que l'adhésion à l'OTAN soit incompatible avec la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies.

11. Le projet de résolution polonais est loin d'être réaliste; en outre, il soulève des questions qui prêtent grandement à controverse. La délégation de la Turquie, estimant qu'il ne répond pas au but qu'il prétend atteindre, se prononcera donc contre son adoption.

12. M. KISSELYOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que le projet de résolution présenté par la délégation de la Pologne se fonde sur le postulat que l'Organisation des Nations Unies est un instrument de paix. Il propose une série de mesures qui ont un lien entre elles, tant pour ce qui est du fond que de la logique. Si ce projet de résolution était adopté et appliqué, ses dispositions permettraient d'écarter la menace de la guerre et d'améliorer la situation internationale, car elles constituent un programme étendu visant au règlement pacifique des questions les plus brûlantes qui se posent aujourd'hui dans le domaine des relations internationales. En outre, les propositions qu'il contient sont conformes aux intérêts fondamentaux de tous les peuples pacifiques et traduisent leur volonté de paix. Elles prévoient l'adoption de mesures pratiques qui s'accordent avec les principes essentiels de la Charte, selon lesquels l'Organisation des Nations Unies a le devoir de préserver la paix et la sécurité internationales et d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations.

13. A la 598ème séance, le représentant de Cuba a tenté de calomnier l'Union soviétique et les autres démocraties populaires en alléguant des persécutions raciales et religieuses. Ces fables, présentées comme des vérités, sont composées d'informations recueillies à des sources douteuses; le but de ces allégations démagogiques et mensongères est d'empêcher la Première Commission de poursuivre l'examen des propositions polonaises afin d'en détourner l'attention du monde. Le peuple soviétique estime que ce serait manquer de dignité que d'essayer de réfuter d'aussi viles calomnies. Il en est de même en ce qui concerne les déclarations des représentants de la République Dominicaine et du Panama.

14. D'autre part, les représentants des Etats-Unis, du Pérou, de la Belgique et de l'Equateur, entre autres, prétendent que les propositions de la Pologne ne sont inspirées que par un souci de propagande. M. Kisselyov

dit que s'il est vrai que certaines parties du projet de résolution polonais ont été soumises antérieurement à l'Assemblée générale, elles n'en conservent pas moins un caractère d'actualité.

15. Le projet de résolution polonais demande expressément à l'Assemblée générale d'inviter les gouvernements des cinq grandes Puissances à conclure un pacte de paix ayant pour but la réduction des armements et la consolidation de la paix entre les nations. Il demande également à l'Assemblée d'inviter les autres Etats Membres à adhérer à ce pacte. Un tel appel, dans la situation internationale actuelle, a une signification pratique, car le problème primordial qui se pose aujourd'hui est celui de la paix. Les masses populaires du monde entier sont gravement préoccupées de la gravité de la situation internationale; elles n'ignorent pas que la conclusion d'un traité de paix permettrait de régler d'une manière pacifique les différends qui séparent les grandes Puissances et d'instaurer une ère de paix sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. M. Kisselyov rappelle ensuite que sa délégation a toujours donné un appui sans réserve aux nombreuses et importantes propositions tendant à renforcer la paix que l'Union soviétique a présentées au cours des sept sessions de l'Assemblée générale. Il va sans dire que le pacte proposé contribuerait grandement à établir des relations d'amitié entre les peuples et à les libérer du fardeau du réarmement et de la course aux armements.

16. Le projet de résolution polonais propose, d'autre part, une méthode pour résoudre la question coréenne. La guerre de Corée a causé d'indiscutables souffrances et de grandes privations au peuple coréen; en outre, elle constitue un danger tout particulier pour le maintien de la paix et, à ce titre, elle doit retenir de toute urgence l'attention des Membres de l'Organisation. Les bases d'un accord d'armistice sont déjà jetées puisque les négociateurs se sont entendus sur toutes les questions, à l'exception de celle des prisonniers de guerre. Un accord est même intervenu pour l'échange des prisonniers de guerre malades et blessés. On peut donc espérer que la prochaine étape sera le règlement complet et équitable de toute la question du rapatriement des prisonniers de guerre.

17. Nul n'ignore que le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et celui de la République populaire de Chine ont proposé (A/2378) que les parties aux négociations d'armistice s'engagent à rapatrier, immédiatement après la cessation des hostilités, tous les prisonniers de guerre qui en exprimeront le désir et à remettre les autres à un Etat neutre jusqu'à ce que la question de leur rapatriement soit réglée d'une manière équitable. Lesdits gouvernements ont fait observer qu'ils ne renonçaient nullement au principe de la libération et du rapatriement des prisonniers de guerre dès la cessation des hostilités, énoncé à l'article 118 de la Convention de Genève, pas plus qu'ils n'acceptaient les allégations du Commandement des forces armées des Nations Unies selon lesquelles des prisonniers de guerre refuseraient d'être rapatriés. Les deux gouvernements n'ont formulé leurs propositions que pour mettre fin à la guerre en Corée et pour régler d'une manière pacifique la question coréenne, qui est étroitement liée au maintien de la paix et de la sécurité en Extrême-Orient et dans le monde.

18. La délégation de la RSS de Biélorussie appuie la proposition polonaise tendant à la cessation immédiate

des hostilités en Corée. Elle est certaine que les belligérants feront tout ce qui est en leur pouvoir pour arriver à un accord sur l'ensemble de la question des prisonniers de guerre, ce qui supprimerait les derniers obstacles qui s'opposent au rétablissement de la paix en Corée.

19. Une solution équitable de la question coréenne exige le retrait, dans un délai de deux à trois mois, de toutes les troupes étrangères qui se trouvent en Corée, y compris les contingents de volontaires chinois. En outre, le règlement pacifique de cette question doit comprendre l'unification de la Corée par les Coréens eux-mêmes, sous l'observation d'une commission composée de représentants des parties directement intéressées ainsi que d'Etats qui n'ont pas participé à la guerre de Corée. Si la Commission désire réellement que la paix soit rétablie en Corée, elle adoptera les propositions claires et effectives présentées par la Pologne.

20. Le projet de résolution polonais contient une autre proposition, aux termes de laquelle l'Assemblée générale déclarerait que l'adhésion au bloc nord-atlantique — qui est responsable de l'élan donné à la course aux armements et de la tension accrue qui existe sur le plan international — est incompatible avec la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies. Tous ceux qui veulent sincèrement préserver la paix et relâcher la tension internationale reconnaîtront qu'il est nécessaire et urgent d'adopter la proposition polonaise.

21. Les représentants des Etats qui appartiennent au bloc nord-atlantique ont tenté de représenter l'OTAN comme une organisation régionale purement défensive, créée dans le cadre des dispositions de la Charte. Une telle assertion est dénuée de fondement. On ne saurait considérer l'OTAN comme une organisation régionale, puisqu'elle comprend des Etats situés dans diverses régions du monde. D'autre part, toute mention de l'Article 52 de la Charte — qui autorise la conclusion d'accords régionaux compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies — est absolument hors de propos, étant donné que l'OTAN n'a nullement été constituée en vue d'assurer la légitime défense de ses membres. Il est évident, en effet, que ceux-ci ne sont menacés d'aucune attaque. Il convient de souligner que l'OTAN est en contradiction absolue avec les principes des Nations Unies et que son existence constitue une violation directe de la Charte. D'autre part, les efforts tentés pour faire renaître le militarisme agressif de l'Allemagne occidentale et pour amener celle-ci à faire partie du bloc nord-atlantique constituent une menace directe contre la paix et la sécurité de tous les peuples de l'Europe, y compris celui de la RSS de Biélorussie. M. Kisselyov fait observer, à cet égard, que l'accord conclu à Bonn en 1952 entre les Puissances occidentales et le Gouvernement de l'Allemagne occidentale est un premier pas vers la reconstitution d'une armée de l'Allemagne occidentale assoiffée de revanche. Cette armée est appelée à devenir le principal élément de choc des futures forces européennes. Citant divers chiffres parus dans la presse allemande, M. Kisselyov affirme que les plans américains, dont la mise en œuvre est activement poussée, prévoient l'organisation, en Allemagne occidentale, de très importants contingents complètement armés et équipés et soutenus par un réseau complet d'installations, y compris des bases et des fortifications. Le peuple de la RSS de Biélorussie, qui, à deux reprises, a vu son territoire envahi et ravagé par

les impérialistes allemands, se tient aujourd'hui résolument aux côtés des autres peuples pacifiques qui font obstacle à la politique criminelle qui ferait jaillir à nouveau l'étincelle de la guerre en Europe.

22. La deuxième partie du projet de résolution polonais contient une recommandation adressée aux cinq grandes Puissances pour qu'elles réduisent leurs forces armées d'un tiers dans le délai d'un an et qu'elles fournissent des renseignements complets sur leurs armements. Elle recommande en outre au Conseil de sécurité de convoquer d'urgence une conférence internationale en vue de la réalisation de la réduction des forces armées par tous les Etats. L'adoption de ces propositions non seulement consoliderait la paix mondiale, mais encore permettrait de soulager les masses laborieuses du fardeau fiscal qu'elles doivent supporter. M. Kisselyov cite à ce propos des chiffres publiés par la revue *U. S. News & World Report*, en date du 20 mars 1953, qui fait ressortir le poids de la charge imposée aux contribuables américains par la course aux armements.

23. La question de l'interdiction de l'arme atomique est aussi étroitement liée à celle de la réduction des armements et des forces armées. Le projet de résolution polonais propose à très juste titre d'interdire inconditionnellement l'emploi de l'arme atomique et des autres armes de destruction massive et d'établir à ce sujet un contrôle international rigoureux. De toute évidence, l'Organisation des Nations Unies n'a encore pris à ce jour aucune mesure pratique pour l'interdiction de l'arme atomique, et la course aux armements atomiques continue et les crédits affectés aux Etats-Unis à la production d'armes atomiques ne cessent d'augmenter. Contrairement aux assurances qu'ils donnent, les pays membres de l'OTAN n'ont donné aucun appui, même le plus vague, à l'interdiction effective de l'arme atomique. Au contraire, ils insistent obstinément pour que l'on adopte le plan Acheson-Baruch-Lilienthal, depuis longtemps tombé en discrédit, dont le but était d'assurer aux Etats-Unis le contrôle de toutes les sources d'énergie nucléaire et de toutes les installations atomiques dans le monde entier. En outre, ils répètent les vieux arguments relatifs aux garanties et aux étapes, afin d'empêcher tout progrès réel dans l'élaboration immédiate de mesures pratiques visant à l'interdiction de l'arme atomique et au contrôle du respect effectif de cette interdiction. Les travaux de la Commission du désarmement ont été paralysés par l'insistance mise à demander l'adoption de ce plan, qui ne répond nullement au but recherché, ainsi que M. Vychinsky l'a démontré. Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis n'ont jamais eu l'intention d'interdire l'arme atomique ou de créer un système de contrôle pour empêcher la production et l'utilisation de l'arme atomique. Or, les peuples du monde exigent de l'Organisation des Nations Unies qu'elle interdise l'arme atomique.

24. Pour conclure, M. Kisselyov déclare que l'adoption du projet de résolution polonais revêtirait une importance extrême, car elle écarterait la menace d'une nouvelle guerre mondiale, consoliderait la paix dans le monde et accroîtrait l'autorité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix.

25. M. KHOMAN (Thaïlande) dit que, vu à la lumière du texte de l'Article premier de la Charte, le titre de la question proposée par la Pologne semble se rattacher à une des fonctions essentielles confiées à l'Organisation. Cette impression est probablement par-

tagée par la majorité des peuples du monde, qui ne peuvent qu'espérer avec ferveur que les délibérations de la Commission aboutiront à d'heureux résultats. Cependant, dès que l'on cesse de considérer le titre pour examiner la teneur de la proposition polonaise, on a le sentiment que les questions dont elle traite ont déjà été étudiées. C'est le cas, par exemple, du long débat sur la Corée, qui a conduit à l'adoption de la résolution 610 (VII) présentée à l'origine par l'Inde. Cette résolution est toujours valable et l'on attend qu'elle soit acceptée par les autres parties au conflit coréen. M. Khoman rappelle également à ce sujet la question du désarmement et l'accusation de recours à la guerre bactérienne portée contre les forces des Nations Unies.

26. On peut donc se poser la question suivante: pourquoi la délégation polonaise insiste-t-elle pour que la Commission examine la question qu'elle a présentée? La délégation de la Thaïlande est toute disposée à essayer d'examiner le tableau sous l'angle le plus favorable, mais elle doit reconnaître que les espoirs de paix sont encore toujours purement hypothétiques et qu'il faut attendre des résultats positifs. Jusqu'à présent, les optimistes en sont encore toujours à chercher des éléments qui justifient leur attitude.

27. L'adoption du projet de résolution polonais non seulement affaiblirait l'attitude prise par l'Organisation des Nations Unies sur la question de Corée et le désarmement, mais encore créerait une confusion inutile et compliquerait les négociations de Panmunjom. Cette proposition est superflue puisque, du côté des Nations Unies au moins, tous les efforts possibles sont faits pour parvenir à un accord. La délégation de la Thaïlande est également d'avis que, pour être susceptible d'application pratique, tout programme de désarmement doit être accompagné de garanties suffisantes; elle préfère donc la résolution qui a déjà été adoptée sur cette question [résolution 704 (VII)] à la proposition polonaise. Quant à la question de la conclusion d'un pacte de paix entre les cinq grandes Puissances, proposition qui est relativement nouvelle, M. Khoman, tout en reconnaissant que certaines Puissances portent la principale responsabilité de la tension mondiale actuelle, ne peut s'empêcher de se remémorer les vieux souvenirs du concert des Puissances européennes. En outre, le pacte qui est proposé n'est guère de nature à assurer que la paix ne serait pas imposée aux autres nations, à leurs dépens. Le représentant de la Thaïlande devra donc s'opposer à cette partie de la proposition polonaise aussi bien qu'aux deux premières parties. En analysant le fond du texte polonais, M. Khoman ne peut s'empêcher de regretter que la délégation de la Pologne, en présentant une proposition sur une question si importante, n'ait pas saisi l'occasion de suggérer des mesures véritablement constructives.

28. M. DE SOUZA GOMES (Brésil) fait observer que depuis le commencement de la reprise de la session de l'Assemblée, on savait que le point en discussion amènerait l'Assemblée générale à entreprendre un débat général sur tous les problèmes qui font obstacle à la paix mondiale. D'autres circonstances ont contribué à donner à cet échange de vues une importance et une opportunité indiscutables. L'évolution du conflit coréen, la volte-face du Gouvernement de Pékin, les déclarations de M. Molotov et même l'attitude de M. Vychinsky sur la question du désarmement ont créé une atmosphère d'attente que l'on a appelée "offensive de paix". Chacun

attend les offres qui peuvent venir. Malgré la sincérité des restrictions mentales et du scepticisme des délégations au sujet des raisons tactiques qui ont inspiré l'attitude de l'URSS, on continue d'espérer que, cette fois-ci, on aboutira à des résultats.

29. Il n'est pas nécessaire d'aller très loin pour saisir la signification véritable des propositions que le bloc soviétique fait actuellement aux démocraties occidentales. Le leitmotiv est maintenant la "coexistence"; on assure à l'Ouest que rien n'empêche une concurrence pacifique entre ces pays et ceux du bloc soviétique. Il est pourtant indubitable qu'il ne peut y avoir de rapprochement entre les principes philosophiques qui sont à la base de la conception de l'État marxiste et ceux dont s'inspire un gouvernement démocratique. Il s'agit de deux attitudes morales sur la valeur et la nature de l'homme qui sont inconciliables. La coexistence ne peut donc revêtir qu'un caractère exclusivement pratique; elle représente même en fin de compte la seule solution autre que la guerre.

30. Malheureusement, le souvenir des déceptions passées oblige les pays de l'Ouest à réfléchir deux fois aux intentions subtiles que les récentes démarches soviétiques peuvent recouvrir. La délégation du Brésil s'efforce de ne pas voir dans ces démarches le désir d'affaiblir et de dissocier le monde occidental par des moyens nouveaux et plus subtils. Elle préférerait y voir la possibilité de réduire les budgets militaires qui pèsent sur l'économie des pays atlantiques; elle préférerait que l'on revienne à l'étude de la possibilité d'investir les ressources ainsi libérées dans les pays insuffisamment développés et d'assurer de cette manière, indirectement, le plein emploi aux Etats-Unis et en Europe occidentale. M. de Souza Gomes pense à ce sujet aux recommandations adressées par l'Assemblée générale [résolution 622 (VII)] au Conseil économique et social concernant la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique. A longue échéance, l'URSS elle-même bénéficierait de cette situation en participant activement à l'accroissement des échanges internationaux, une fois éliminées, grâce au rétablissement de la confiance, les restrictions imposées par les nécessités de la défense. Il faut cependant pour cela un peu plus qu'une manifestation de compassion pour le sort des prisonniers malades et blessés de Corée et que l'acceptation du principe du rapatriement volontaire des prisonniers. Il faut aussi que l'on soit assuré que l'URSS, en négociant sur l'ensemble des mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre, est disposée à mettre en pratique la maxime: vivre et laisser vivre.

31. A la 424ème séance plénière, quand il a fait appel aux délégations pour qu'elles acceptent des amendements à la résolution sur le désarmement, M. Vychinsky a dit que la lettre n'a qu'une importance relative et qu'elle ne compte que dans la mesure où elle traduit des principes essentiels. Cependant, le jour suivant, à la 594ème séance de la Première Commission, M. Vychinsky a lui-même renié cette thèse, empruntée à la morale chrétienne, en essayant de justifier la proposition polonaise par des affirmations dont le seul objet était de semer la discorde entre les pays de l'Ouest. Profitant de renseignements d'ordre militaire fournis par la presse libre, M. Vychinsky a parlé du réarmement des Etats-Unis et de leurs alliés, mais il a pris bien soin de ne faire aucune allusion à l'effort d'arme-

ment secret et poursuivi sans relâche par les pays du bloc soviétique. Lequel de ces deux efforts est le plus dangereux pour la paix du monde?

32. M. de Souza Gomes, en tant que représentant d'un pays membre d'un système régional, désire faire quelques commentaires sur la déclaration contenue dans le projet de résolution de la Pologne selon laquelle la participation à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord a un caractère agressif et incompatible avec la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies. La thèse soviétique en la matière revient à dire que lorsque l'URSS conclut des traités avec la Pologne, la Hongrie, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ou la République populaire de Chine, elle suit une politique pacifique et purement défensive, mais que, lorsqu'un groupe de pays libres se lie par un traité, il faut voir dans cette mesure la manifestation d'une politique belliqueuse et agressive. Citant les termes des Articles 51 et 52 de la Charte, M. de Souza Gomes fait observer que c'est la Charte elle-même, que l'Union soviétique a signée en même temps que beaucoup de ses partisans actuels, qui permet et autorise l'existence d'organisations telles que celle du Traité de l'Atlantique nord. Sans avoir la même ancienneté que l'Organisation des Etats américains, l'OTAN a un caractère purement défensif et vise à faire obstacle à l'expansion soviétique. Elle doit sa création à la crainte naturelle et légitime qu'éprouvent les nations libres de subir le même sort que tant d'autres Etats qu'a submergés l'avalanche soviétique. Un seul grand pays est sorti de la guerre en conquérant, et seul ce pays s'est annexé d'autres territoires ou s'est acquis une situation privilégiée dans d'autres pays. L'inquiétude n'est donc pas seulement légitime, elle est justifiée; elle est même un devoir pour les Etats qui, en raison de leurs ressources et de leur puissance, portent la lourde et peu enviable charge du maintien de la paix et de la sécurité.

33. L'Union soviétique aurait certainement un rôle décisif à jouer dans la libération du monde de la crainte de la guerre et dans le rétablissement de la confiance générale; mais il ne suffit pas de se déclarer pour la paix et contre la guerre. L'URSS doit agir de façon à inspirer de nouveau la confiance dont elle jouissait au cours de la deuxième guerre mondiale.

34. L'Assemblée générale a repoussé à maintes reprises les principes contenus dans la proposition de la Pologne parce qu'ils sont inacceptables et ne répondent pas aux besoins véritables de la paix. Selon la thèse de M. Vychinsky, si l'esprit lui-même fait défaut, est-il besoin d'insister sur la lettre de ces propositions?

35. Une occasion unique se présente à l'Union soviétique de rassurer le monde en lui montrant qu'elle désire vraiment la paix. La délégation du Brésil espère que l'URSS répondra aux vœux ardents de millions d'êtres humains.

36. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) estime que l'Assemblée a eu raison d'inscrire la question de la Pologne à l'ordre du jour de la session actuelle. Depuis quelque temps, les événements ont donné naissance à de grands espoirs au sujet de cette question. Les débats ont eu lieu dans des circonstances qui sont peut-être particulièrement favorables.

37. M. Rodríguez Fabregat a écouté avec un grand intérêt et une profonde sympathie la relation des pertes subies par la Pologne dans la guerre de libération contre l'agression perverse du nazisme et celle du sacrifice des



victimes de la monstrueuse discrimination raciale et antisémite. Des sacrifices sont encore consentis aujourd'hui au nom de la démocratie. Au moment de la rédaction de la Charte, nouvelle loi de l'humanité, des jeunes gens mouraient encore dans le monde entier. La Charte a laissé loin derrière elle l'ancienne voie de l'agression et de la guerre et, au lieu de reprendre les conventions et accords du passé, a institué un nouveau mandat au nom des peuples des Nations Unies. Les buts essentiels de l'Organisation ont été définis à San-Francisco comme suit : maintenir la paix et la sécurité internationales par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice. Pour la première fois dans une convention internationale de ce genre, l'amélioration des conditions de vie de l'humanité a été reconnue comme un moyen essentiel et spécifique de maintenir la paix et de respecter la dignité de l'être humain. La paix en soi, sans complication, tel est l'objectif de l'homme de la rue dans le monde entier, comme de l'Organisation des Nations Unies. La paix ne peut être dissociée des aspirations des peuples à la liberté démocratique et à la justice, avec lesquelles elle est toujours allée de pair dans l'histoire. Séparée de ces aspirations, elle perd son sens et risque de devenir, comme on peut le voir, une arme de la guerre de propagande menée au nom d'un credo contre un autre.

38. En ce qui concerne le projet de résolution de la Pologne, M. Rodríguez Fabregat fait observer que son texte ne correspond pas au titre du point de l'ordre du jour. Les conditions et les mesures qu'il propose pour résoudre les problèmes qu'il mentionne ont toutes été examinées et discutées précédemment et, dans chaque cas, des résolutions ont été adoptées. Il en est ainsi en ce qui concerne le problème de la Corée et celui de la réduction des armements, aussi bien que les questions de la course aux armements et de la tension internationale. La troisième partie de la proposition polonaise ne soumet pas de problème à résoudre; elle présente une décision et une condamnation. Même si l'on ferme les yeux sur cette étrange procédure, il est évident que le texte en question ne contient aucun élément nouveau. En outre, le problème de la Corée est actuellement traité ailleurs. Un accord en vue de l'échange des prisonniers malades et blessés vient d'être signé, et de nouveaux moyens de résoudre la question coréenne sont examinés en liaison avec l'étude des mesures que l'Assemblée générale a discutées et approuvées en adoptant la résolution présentée à l'origine par la délégation de l'Inde. La Commission ne doit pas interrompre les efforts qui sont faits pour mettre fin au conflit ni gêner les travaux en cours. M. Rodríguez Fabregat l'a déjà fait observer, le moment est venu de s'occuper des problèmes que les Nations Unies sont chargées de résoudre, en vertu de la Charte et en réponse aux espoirs de tous les peuples du monde.

39. Le projet de résolution de la Pologne n'offre aucune solution; il se borne à juger et à condamner. La proposition qu'il contient est sans signification, parce que, au lieu de s'attacher au fond du problème, elle se perd dans un prône politique.

40. L'Uruguay est un pays qui aime sincèrement la paix et qui croit que la paix est la fin évidente de toutes les activités internationales. Il a présenté une série de principes visant à régler les différends entre nations par des moyens autres que la guerre, principes qui constituent l'une de ses contributions à la grande œuvre

du progrès universel et de la solidarité humaine. M. Rodríguez Fabregat rappelle à ce propos le rôle joué par son pays à la Conférence de La Haye de 1907, organisée en vue d'éviter un conflit qui devait quelques années plus tard être la première guerre mondiale. A cette époque, l'Uruguay s'est résolument opposé aux projets des grandes Puissances, qui prétendaient assurer la paix en créant une Cour internationale de Justice à un moment où le monde ne disposait d'aucun moyen de mise en œuvre du désarmement et où toutes les forces tendaient à la guerre. Le représentant de l'Uruguay avait déposé devant cette conférence une déclaration de principe proclamant le droit d'allier la force matérielle à la force morale au nom de la communauté des nations et au nom de la paix. Il a conclu cette déclaration en proposant à la Conférence l'arbitrage obligatoire pour le règlement des différends entre les nations, en faisant observer que si l'arbitrage obligatoire peut parfois porter atteinte à la cause de la justice, cette atteinte est moins grande que le poids et les terribles dangers de la guerre; cette attitude définissait la conduite adoptée par l'Uruguay dans tous les traités internationaux qu'il a conclus avec des pays de l'Amérique et des autres parties du monde. En raison de cette attitude et de la conception de la démocratie fonctionnelle qu'a son pays, M. Rodríguez Fabregat doit rejeter le projet de résolution de la Pologne.

41. La Commission s'est trouvée, au cours du débat, en face de la grave question de discrimination raciale dont la représentante d'Israël a fait mention à la 597ème séance. Il n'était guère possible à la délégation d'Israël de ne pas faire état de ce qui s'était passé, puisque les événements en question présentaient tous les signes annonciateurs d'une tempête que l'on croyait ne jamais devoir revenir. L'Organisation ne peut éluder la responsabilité qui lui incombe dans ce domaine. Si l'on a quelquefois répondu par de violentes paroles à la dénonciation de certains actes, la violence des propos n'était pas forcément le gage de leur véracité. Le démenti du représentant de la Pologne concernant les persécutions a été accueilli avec un espoir nouveau et avec la sympathie qu'avait trouvée sa déclaration touchant les victimes de la persécution nazie. Ce qui s'est passé sous le régime nazi est significatif et, pour cette raison, aucun acte de persécution ne devrait échapper à la vigilance des Nations Unies. Le nombre des êtres humains mis à mort dans les chambres à gaz et persécutés dans les camps de concentration doit demeurer à tout jamais un terrible avertissement. Le représentant de la Pologne comprendra donc que malgré ses dénégations touchant la possibilité de voir de telles persécutions perpétrées en Pologne, l'Organisation doit continuer d'examiner le problème. Que le représentant de la Pologne, qui a parlé des mesures destinées à consolider la paix et la sécurité, soit invité à témoigner de la solidarité de son pays dans les efforts tentés pour libérer tous les peuples et toutes les races de la discrimination et de la persécution. En particulier, il est éminemment souhaitable, pour la population d'Israël, que la question soit étudiée et que, pour son examen, l'Organisation soit assurée de la solidarité des peuples. Le fait subsiste que parmi les nombreux faits enregistrés au cours des dernières semaines, il a été grandement question du cas d'un groupe de médecins juifs. Cette affaire est importante pour deux raisons : d'abord, on a heureusement redressé des méthodes policières; ensuite, on a établi l'existence d'un noyau antisémite qui pourrait, une fois de plus, répandre la persécution et la haine et qui justifie la

réaction générale qui s'est manifestée au sein de l'Organisation. L'Uruguay n'a jamais manqué d'exprimer sa préoccupation devant toute persécution politique, raciale ou religieuse. Il a été aussi fait mention de la persécution religieuse exercée contre les catholiques, et M. Rodríguez Fabregat est en mesure de citer des noms et des faits à ce sujet. La délégation de l'Uruguay s'est jointe à d'autres délégations pour demander que les condamnations à mort prononcées pour des raisons politiques

contre des prêtres dans les pays de l'Europe orientale soient commuées; en fait, l'Assemblée a adopté des résolutions concernant les gouvernements de certains de ces pays. M. Fabregat conclut en disant que toute mesure qui constitue une violation ou une négation des principes de la Charte doit retenir l'attention de l'Organisation des Nations Unies.

La séance est levée à 13 h. 20.